

**Assemblée générale**

Distr. générale
25 juillet 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-sixième session, 29 avril-3 mai 2013**

N° 4/2013 (Ouzbékistan)

Communication adressée au Gouvernement le 5 décembre 2012

Concernant: Gaybullo Jalilov

Le Gouvernement a répondu à la communication le 28 mars 2013.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été renouvelé et précisé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Gaybullo Jalilov (ci-après M. Jalilov), de nationalité ouzbèke, né le 24 août 1964, est un défenseur des droits de l'homme domicilié à Karchi. Il est également membre de l'Association pour les droits de l'homme d'Ouzbékistan.

4. Les travaux de M. Jalilov étaient principalement axés sur les violations du droit à la liberté religieuse, et en particulier sur les persécutions des musulmans indépendants dans la région de Kachkadaria, en Ouzbékistan. Depuis 2004, il suivait les cas de persécutions religieuses; lors de son arrestation, en septembre 2008, il avait collecté des données sur plus de 200 arrestations de musulmans indépendants dans la région.

5. Le 5 septembre 2009, vers 22 heures, plusieurs hommes, dont deux portaient un uniforme de policier selon les informations communiquées, auraient contraint M. Jalilov à monter dans un véhicule. M. Jalilov rentrait chez lui après une visite à un collègue défenseur des droits de l'homme.

6. Selon la source, M. Jalilov a d'abord été détenu au secret. Ses amis et sa famille n'ont pas su où il était détenu et n'ont appris où il se trouvait que deux jours plus tard.

7. La source affirme que le 10 septembre 2009, vers 7 heures, 18 policiers du Département des affaires intérieures de la ville de Karchi se sont rendus au domicile de M. Jalilov pour effectuer une perquisition après avoir présenté un mandat de perquisition à la femme de M. Jalilov. La police aurait emporté une copie d'un livre intitulé *Vers l'honneur et le respect (Izzat va sharaf sari)* ainsi que deux DVD.

8. Selon la source, le père de M. Jalilov a reçu, le 23 septembre 2009, une déclaration écrite du Département des affaires intérieures de la ville de Karchi l'informant qu'une procédure pénale avait été ouverte contre son fils. M. Jalilov, de même que trois autres hommes, a été mis en examen par les autorités de Karchi pour différents chefs, prétendument fabriqués de toute pièce, ayant trait à l'extrémisme religieux, ainsi que pour son appartenance présumée au groupe religieux Hizb ut-Tahrir qui, soit-disant, aurait des intentions extrémistes et séparatistes. M. Jalilov a dû répondre des chefs suivants: terrorisme; incitation à la haine ethnique, raciale ou religieuse; sabotage; «association de malfaiteurs»; production et diffusion de matériels représentant une menace pour la sûreté publique et l'ordre public; création ou direction d'une organisation religieuse extrémiste, séparatiste, fondamentaliste ou autre organisation interdite, ou participation à une telle organisation.

9. La source indique que la famille et l'avocat de M. Jalilov ont été autorisés à lui rendre visite pour la première fois après son arrestation, le 6 novembre 2009. Selon la source, trois policiers étaient présents dans la salle pendant la rencontre et M. Jalilov n'a pas pu s'adresser librement à ses proches ni à son avocat.

10. La première audience de M. Jalilov a débuté le 24 novembre 2009 au tribunal régional de Kachkadaria. L'avocat de M. Jalilov n'aurait pas été informé de l'audience et était donc absent. L'audience s'est tenue à huis clos et aucun proche de M. Jalilov n'aurait été admis dans la salle. Selon la source, le tribunal aurait omis de façon répétée tout au long du procès d'informer l'avocat des dates des audiences.

11. Le ministère public a affirmé que M. Jalilov avait déclaré que le Gouvernement était contre la religion et emprisonnait illégalement des musulmans pratiquants, et que la seule solution à tous les problèmes de la société était de remplacer le gouvernement actuel.

12. La source soutient que, pendant le procès, M. Jalilov a nié les faits et s'est dit innocent de tous les chefs d'accusation. Selon les informations communiquées, il a déclaré qu'il faisait les prières quotidiennes obligatoires selon l'islam et qu'il avait appris à prier auprès de l'imam de la mosquée de Ko'kgumbaz; il a aussi affirmé qu'il avait été initialement arrêté pour avoir fait une prière obligatoire. M. Jalilov aurait également déclaré au tribunal qu'il n'était pas membre d'Hizb ut-Tahrir et qu'il n'était impliqué dans aucun groupe ni aucune activité terroriste visant à renverser le Gouvernement.

13. Selon la source, les autorités ont déplacé la dernière audience de M. Jalilov à Boukhara (ville située à 150 kilomètres), sans en informer son avocat ni les membres de sa famille qui n'ont donc pas pu y assister.

14. Le 18 janvier 2010, le tribunal pénal régional de Kachkadaria a condamné M. Jalilov et ses trois coaccusés à des peines de sept à dix ans d'emprisonnement. M. Jalilov a été condamné à neuf ans d'emprisonnement conformément au paragraphe 3 b) de l'article 159, des paragraphes 3 a) et 3 b) de l'article 244 et du paragraphe 1 de l'article 244 du Code pénal ouzbek. La source affirme que la condamnation de M. Jalilov était entièrement fondée sur de vagues témoignages écrits, sans aucun rapport avec les infractions qu'il aurait commises.

15. Selon la source, M. Jalilov a également signé des aveux sous la contrainte au cours de l'enquête préliminaire sans en connaître le contenu. Des agents des services de la sécurité nationale auraient menacé la femme de M. Jalilov et tenté de l'obliger à témoigner contre son mari. Selon la source, le tribunal n'a pas ordonné d'enquête concernant les allégations de torture et de mauvais traitement signalés par M. Jalilov car il considérait que ces faits avaient été inventés par M. Jalilov pour échapper à la responsabilité pénale.

16. Le 9 mars 2010, la cour d'appel régionale de Kachkadaria a maintenu la peine de neuf ans d'emprisonnement de M. Jalilov à l'issue d'une audience qui n'aurait duré qu'une vingtaine de minutes. Selon les renseignements communiqués, l'arrêt de la cour d'appel ne remet pas en question les violations de fond et de procédure, reprises *in extenso* de la décision de la juridiction de première instance.

17. Le 20 mai 2010, des membres de sa famille ont tenté de rendre visite à M. Jalilov en prison. À leur arrivée à la colonie pénitentiaire UYa 64/49 de Chaïkh-Ali, ils ont appris qu'il avait été transféré à Tachkent. La famille dit n'avoir reçu aucune explication ni sur la raison ni sur le lieu de son transfert.

18. Le 7 juin 2010, la femme de M. Jalilov a adressé une demande écrite au responsable de l'administration pénitentiaire (GUIN) en vue d'obtenir des informations sur l'endroit où se trouvait son mari, mais elle n'aurait pas reçu de réponse. La source indique qu'environ six semaines plus tard, la femme de M. Jalilov s'est rendue à Tachkent pour tenter de trouver son mari et que le 23 juillet le bureau de l'administration pénitentiaire lui aurait appris que celui-ci se trouvait dans une cellule de détention avant jugement à Boukhara.

19. Selon la source, M. Jalilov a téléphoné à sa femme le 27 juillet 2010 pour lui annoncer que le Gouvernement avait engagé de nouvelles poursuites contre lui et qu'il se trouvait dans une cellule de détention avant jugement dans le district de Kasbi, dans la région de Kachkadaria. Les autorités pénitentiaires et l'enquêteur n'auraient à aucun moment informé officiellement la famille de M. Jalilov que celui-ci faisait l'objet d'une enquête dans le cadre d'une nouvelle procédure pénale. D'après les renseignements communiqués, M. Jalilov n'a pas eu la possibilité de choisir son avocat et a dû accepter d'être représenté par un avocat commis d'office.

20. Le 4 août 2010, le tribunal régional de Kachkadaria a commencé l'examen des nouveaux chefs d'accusation retenus contre M. Jalilov. Selon la source, le ministère public a fondé ses nouvelles accusations sur un témoignage d'après lequel M. Jalilov avait pris une part active à des rassemblements religieux et regardé des DVD encourageant l'extrémisme religieux. Au cours d'une audience à huis clos, le tribunal pénal régional de Kachkadaria a condamné une nouvelle fois M. Jalilov à une peine de onze ans, un mois et cinq jours de prison pour violation du paragraphe 3 b) de l'article 159 et du paragraphe 1 de l'article 244 du Code pénal ouzbek. D'après les renseignements communiqués, les membres de la famille de M. Jalilov qui étaient présents à l'audience ont affirmé que M. Jalilov s'était dit innocent de tous les chefs d'accusation et avait demandé au ministère public de présenter les témoins à charge, lesquels n'auraient pas comparu.

21. Selon la source, M. Jalilov a été victime de mauvais traitements et peut-être aussi d'actes de torture. Ces allégations sont fondées sur l'apparence de M. Jalilov avant l'audience devant la cour d'appel à laquelle il s'est présenté avec un œil enflé. Il a indiqué avoir été roué de coups de poing et de coups de pieds par un fonctionnaire dans sa cellule. Précédemment, M. Jalilov avait déjà semblé porter des marques de mauvais traitements. Il aurait tenté de se suicider en 2009.

22. La source soutient que la détention de M. Jalilov sous l'inculpation d'extrémisme religieux constitue une détention arbitraire et relève de la catégorie II définie par le Groupe de travail.

23. La source affirme que le Gouvernement ouzbek a dénié à M. Jalilov le droit à la liberté de religion garanti par le paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle confirme que M. Jalilov est un musulman pratiquant et estime que le Gouvernement ouzbek aurait utilisé ses déclarations sur sa pratique religieuse pour l'inculper d'extrémisme religieux et l'accuser d'appartenir au groupe religieux Hizb ut-Tahrir. Selon la source, M. Jalilov s'est dit innocent de tous les chefs d'accusation portés contre lui, et il a affirmé qu'il avait avoué appartenir à Hizb ut-Tahrir sous la contrainte et la torture. D'après la source, le ministère public n'a pas réussi à prouver que M. Jalilov était membre du groupe Hizb ut-Tahrir, ni à apporter des preuves concernant d'autres chefs ayant trait à des activités anticonstitutionnelles. En outre, selon la source, le jugement ne fait pas allusion à la loi interdisant l'appartenance au groupe Hizb ut-Tahrir.

24. Faute de preuves de l'implication de M. Jalilov dans les activités délictueuses dont il est accusé, le Gouvernement aurait, selon la source, arrêté et condamné M. Jalilov simplement au motif qu'il pratique et étudie la religion de manière indépendante, ce qui constitue une violation du droit légitime à la liberté de religion garanti au paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte.

25. Du point de vue de la source, la détention de M. Jalilov constitue également une violation du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte. En effet, les activités de défenseur des droits de l'homme de M. Jalilov ont fait de lui une cible pour le Gouvernement dans la mesure où son travail au sein de l'Association pour les droits de l'homme d'Ouzbékistan consistait à enquêter sur les persécutions des musulmans indépendants dans la région de Kachkadaria, en Ouzbékistan et à en rendre compte.

26. Selon la source, lorsqu'il a été arrêté, en septembre 2008, M. Jalilov avait collecté des données sur plus de 200 arrestations de musulmans indépendants dans la région. Il semblerait que ce soit l'exercice de ses droits au titre du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte qui ait conduit à son inculpation pour extrémisme religieux, sa détention arbitraire aboutissant donc en réalité à la violation de son droit légitime à la liberté d'expression.

27. La source affirme que la détention de M. Jalilov sous l'inculpation d'extrémisme religieux constitue une privation arbitraire de liberté et relève de la catégorie III définie par le Groupe de travail.

28. La source soutient que M. Jalilov n'aurait pas été autorisé à contacter un avocat après sa première arrestation, le 5 septembre 2009. Selon la source, M. Jalilov n'a été autorisé à rencontrer son avocat pour la première fois que le 6 novembre 2009, soit deux mois après son arrestation.

29. M. Jalilov a été détenu au secret sans que sa famille et ses amis ne soient informés du lieu où il se trouvait. La première audience de M. Jalilov a débuté le 24 novembre 2009 au tribunal régional de Kachkadaria et la source affirme que son avocat n'en avait pas été informé et que sa famille n'a pas été autorisée à y assister. Ainsi personne n'a pu assister à l'audience dans l'intérêt de M. Jalilov. Selon les renseignements communiqués, le tribunal aurait continué à ne pas informer l'avocat de M. Jalilov des dates des audiences tout au long du procès.

30. La source fait également état d'une violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 19 du Code de procédure pénale ouzbek en vertu desquels toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial. D'après les informations communiquées, la première audience dans l'affaire de M. Jalilov, le 24 novembre 2009, se serait déroulée à huis clos, ou bien personne n'en aurait été informé, de sorte que ni la famille ni l'avocat n'ont pu y assister. En outre, la dernière audience a été déplacée de Karchi à Boukhara, sans que cela ne soit signalé à la famille ni à l'avocat. La source soutient qu'en cachant à la famille et à l'avocat les informations relatives aux audiences concernant M. Jalilov ou en les tenant à huis clos, le Gouvernement ouzbek n'a pas respecté le droit légitime de M. Jalilov à un procès équitable et public.

31. La source affirme également qu'en déniaient à M. Jalilov le droit d'interroger les témoins à charge durant son procès, le tribunal a violé le paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte. Selon la source, le ministère public s'est fondé exclusivement sur des témoignages écrits obtenus au cours de l'enquête préliminaire, qui étaient, semble-t-il, vagues et hors de propos. Le tribunal de première instance aurait ignoré les demandes adressées à maintes fois par M. Jalilov au ministère public pour que celui-ci présente ses témoins durant le procès.

32. La source fait également état d'une violation du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte et de l'article 510 du Code de procédure pénale. La cour d'appel ouzbèke a examiné le cas de M. Jalilov au cours d'une audience qui aurait duré à peine une demi-heure et a confirmé la peine de neuf ans d'emprisonnement à laquelle M. Jalilov avait été condamné. Selon la source, l'arrêt de la cour d'appel n'évoque pas les questions de fond et de procédure du cas d'espèce, et reprend à la lettre la décision de la juridiction de première instance. La source se dit donc préoccupée par le fait que la juridiction supérieure n'ait pas agi en tant qu'arbitre indépendant et impartial.

33. La source fait également état d'une violation du paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte, de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 23 du Code de procédure pénale ouzbek. Elle estime que le tribunal n'a pas apporté la preuve de la culpabilité de M. Jalilov au-delà de tout doute raisonnable. La source soutient que le tribunal aurait dû s'appuyer sur les irrégularités de procédure qui auraient été constatées durant l'enquête préliminaire et le procès pour accorder à M. Jalilov le bénéfice du doute.

34. En ce qui concerne les allégations de mauvais traitements et de torture dont M. Jalilov aurait été victime, la source fait état de violations de l'article 7 du Pacte, de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du principe 6 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. La source cite également la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à laquelle l'Ouzbékistan a adhéré le 28 octobre 1995. En outre, conformément à la Constitution et au Code de procédure pénale ouzbeks, la torture est interdite et les tribunaux sont tenus d'enquêter sur les allégations de torture.

Réponse du Gouvernement

35. Dans sa réponse en date du 28 mars 2013, le Gouvernement affirme que les allégations contenues dans la communication sont fausses, et fournit au Groupe de travail les informations présentées ci-après.

36. M. Jalilov a été arrêté le 9 septembre 2009 conformément à la procédure prévue par la législation ouzbèke, laquelle est pleinement conforme à l'article 9 du Pacte.

37. U. Djumaev, l'avocat représentant les intérêts de M. Jalilov a été autorisé à intervenir dans l'affaire dès l'arrestation de M. Jalilov, conformément à l'article 46 du Code de procédure pénale.

38. La famille de M. Jalilov a été informée de l'arrestation de M. Jalilov en application des dispositions du Code de procédure pénale. Conformément à l'article 230 dudit code, une personne arrêtée ne peut rencontrer sa famille qu'avec l'autorisation écrite de l'enquêteur.

39. Le 10 septembre 2009, des agents du Département des affaires intérieures de la région de Kachkadaria, dûment munis d'un mandat, ont effectué une perquisition à son domicile, et y ont trouvé, entre autres choses, des exemplaires des livres intitulés *Izzat va Sharaf* et *Ta'siri Hilol* (25 exemplaires au total) ainsi que 39 DVD.

40. L'enquête préliminaire menée avec la participation de U. Djumaev, qui avait le droit de communiquer sans restriction avec M. Jalilov, a montré que ce dernier appartenait au groupe religieux extrémiste «Islamic Jihad» et qu'il diffusait les idées de ce groupe en faveur d'un renversement de l'ordre constitutionnel, d'un changement de gouvernement, etc.

41. M. Jalilov a été initialement condamné à neuf ans d'emprisonnement par le tribunal régional de Kachkadaria, le 18 janvier 2010, conformément au paragraphe 3 b) de l'article 159, de l'alinéa v du paragraphe a) de l'article 2442, et du paragraphe 1 de l'article 2441 du Code pénal. L'instance d'appel a maintenu cette décision le 9 mars 2010. M. Jalilov et ses coaccusés ont été reconnus coupables d'appartenir à un groupe religieux extrémiste, d'avoir créé un groupe criminel organisé dans le but de promouvoir l'extrémisme religieux, de diriger ce groupe dont l'objectif principal était de renverser le gouvernement légalement élu pour en prendre le contrôle, et de recruter de nouveaux membres.

42. Des témoins, notamment Sh. Ismailov, T. Majitov, J. Nuritdinov, ont déclaré que M. Jalilov avait exprimé son mécontentement à l'égard de la politique du Gouvernement et avait diffusé des idées en faveur d'un changement de Gouvernement.

43. L'affaire Jalilov et consorts a été jugée lors d'un procès public auquel ont pris part les avocats E. Turaboeva, Z. Eshonkulova, K. Abraev, R. Annaev, U. Djumaev, I. Saodatova et M. Parpieva et auquel ont assisté les proches des accusés.

44. Au cours de la procédure d'appel, ni M. Jalilov ni ses avocats n'ont présenté de requête pour un interrogatoire complémentaire des témoins.

45. En réponse aux informations selon lesquelles les autorités auraient déplacé l'audience finale de M. Jalilov à Boukhara (ville située à environ 150 km), sans en informer son avocat ni les membres de sa famille qui n'auraient donc pas pu être présents à l'audience, le Gouvernement a expliqué qu'en raison de travaux de rénovation effectués dans la cellule de détention avant jugement de la ville de Karchi, M. Jalilov a été placé, pendant l'enquête, en détention à Boukhara, où a eu lieu la deuxième audience. Cette audience s'est déroulée en présence des avocats U. Djumaev et M. Parpieva, qui défendaient les droits de l'intéressé. La famille de M. Jalilov a assisté à l'audience.

46. Selon le Gouvernement, les informations indiquant que M. Jalilov aurait signé des aveux sous la contrainte parce que des agents du Service de la sécurité nationale auraient menacé sa femme et l'auraient forcée à témoigner contre son mari ne correspondent pas à la réalité. Le Gouvernement affirme que l'enquête a été menée conformément au Code de procédure pénale. Pendant les audiences, M. Jalilov a déclaré à plusieurs reprises n'avoir subi aucune contrainte au cours de l'enquête préliminaire. Sa femme n'a signalé aucune menace de la part de qui que ce soit qui l'aurait forcée à témoigner contre son mari.

47. En réponse aux informations selon lesquelles la famille n'aurait reçu aucune explication sur les raisons ni sur le moment du transfert à Tachkent de M. Jalilov depuis la colonie pénitentiaire UYa 64/49 de Chaïkh-Ali, le Gouvernement a informé le Groupe de travail que M. Jalilov n'était pas détenu à la colonie pénitentiaire UYa 64/69 (Chaïkh-Ali), mais à la colonie pénitentiaire UYa 64/48 de Zarafchan, dans la région de Navoi. La famille de M. Jalilov n'a pas contacté l'administration de la colonie pénitentiaire UYa 64/49 pour demander où il se trouvait. Selon le Gouvernement, aucun membre de la famille de M. Jalilov ne s'est plaint au bureau principal de l'administration pénitentiaire du Ministère des affaires intérieures de l'Ouzbékistan.

48. En ce qui concerne les autres accusations portées contre M. Jalilov, le Gouvernement informe le Groupe de travail que des charges supplémentaires ont été portées contre l'intéressé en janvier 2010. Le 4 août 2010, le tribunal pénal régional de Kachkadaria a condamné M. Jalilov à douze ans de prison conformément au paragraphe 3 b) de l'article 159 et au paragraphe 1 de l'article 244 du Code pénal ouzbek. La décision a été maintenue par l'instance d'appel le 28 septembre 2010.

49. Conformément à cette décision, M. Jalilov a été reconnu coupable d'appartenir à un groupe religieux extrémiste, d'avoir rejoint un groupe criminel organisé – dont certains membres faisaient partie d'organisations terroristes internationales, comme T. Yuldashev, A. Mirzaev, O. Nazarov – dont l'objectif est de promouvoir des idées extrémistes, d'avoir appelé à renverser le Gouvernement, d'avoir recruté de nouveaux membres et distribué des documents (écrits, documents audiovisuels) allant dans le même sens.

50. À l'ouverture du procès, M. Jalilov était représenté par V. Hudoyarov. La culpabilité de M. Jalilov a été établie grâce aux témoignages de K. Turaev, I. Rahimov, G. Lutfiyev, D. Karimov, A. Kurbanov, B. Kurbonov, B. Sharipov et sur la base des éléments du dossier.

51. À son arrivée en prison, M. Jalilov a pris connaissance du règlement interne et un travail lui a été confié. Des visites médicales régulières ont fait apparaître qu'il était atteint d'une bronchite chronique en phase de rémission. Du 23 octobre 2012 au 22 novembre 2012 il a reçu un traitement contre la bronchite et la pneumonie et contre l'hépatite. Actuellement, il n'a besoin d'aucun traitement médical.

52. Le Gouvernement informe le Groupe de travail qu'en réponse aux déclarations du Rapporteur spécial du Groupe de travail au sujet de la détention arbitraire de M. Jalilov, celui-ci a expliqué ce qui suit: lors de son entrevue avec sa femme le 27 juin 2010, il l'a informée qu'une nouvelle procédure pénale était ouverte contre lui. Pendant l'instruction du dossier, un avocat a été commis d'office par le Gouvernement parce que M. Jalilov n'avait pas les moyens d'engager son propre avocat. Pendant l'enquête préliminaire, il n'a pas été torturé et n'a pas subi de mauvais traitements.

53. En ce qui concerne les allégations de mauvais traitements et de possibles actes de torture, le Gouvernement soutient que les informations communiquées sont fausses puisque leur examen a permis de montrer qu'aucun acte illégal tel que la torture ou les mauvais traitements n'avait été commis par des agents de la force publique à l'égard de M. Jalilov. En outre, pendant les procès, ni M. Jalilov, ni son avocat, ni sa famille n'ont signalé d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements. En prison, M. Jalilov n'a pas tenté de se suicider.

54. En ce qui concerne les violations présumées relevant des catégories II et III, le Gouvernement fait valoir que le paragraphe 3 de l'article 18 prévoit des limitations légales. M. Jalilov était un membre actif d'un groupe religieux extrémiste dont l'objectif principal était de renverser le Gouvernement actuel.

55. S'il a adhéré au Pacte, l'Ouzbékistan est également partie à la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Conformément à l'article 3 de la Convention, les Parties à la Convention prennent les mesures nécessaires afin de faire en sorte que les actes visés au paragraphe 1 de l'article premier de la Convention ne puissent être justifiés par des considérations d'ordre politique, philosophique, idéologique, racial, ethnique, religieux ou d'autres considérations et qu'ils soient sanctionnés en fonction de leur degré de gravité.

Observations complémentaires émanant de la source

56. Selon la source, le Gouvernement ne répond pas de manière appropriée à la question des violations signalées dans la communication présentée au nom de M. Jalilov.

57. La source affirme que l'arrestation de M. Jalilov, les poursuites pénales dont il a fait l'objet et sa condamnation résultent de l'exercice du droit à la liberté de religion et du droit à la liberté d'association, qui sont protégés par des instruments internationaux. M. Jalilov est un musulman pratiquant qui, avant son arrestation, s'employait à dénoncer les violations du droit à la liberté religieuse en Ouzbékistan, en particulier la détention arbitraire des musulmans indépendants.

58. La source rappelle que le Gouvernement doit «indiquer la nature précise de la menace» que pose à la sécurité nationale le libre exercice par une personne de ses droits fondamentaux¹. La source considère que, dans la présente affaire, la réponse du Gouvernement vise simplement à affirmer, sans que cette information ne soit corroborée, que M. Jalilov était membre d'une organisation extrémiste. Une telle affirmation, en l'absence de données précises, ne respecte pas le niveau élevé d'exigence du Groupe de travail qui veut que le Gouvernement «indique la nature précise de la menace» pesant sur la sécurité nationale. En tant que tel, l'argument de la menace à la sécurité nationale n'est pas applicable au cas d'espèce.

59. Au procès, les déclarations écrites sur lesquelles s'est fondé le ministère public pour étayer ses accusations indiquent simplement que M. Jalilov est un musulman pratiquant et pieux et qu'il a critiqué la façon dont le Gouvernement traite les musulmans. De telles activités relèvent bel et bien des droits protégés par le droit international coutumier et codifiés au paragraphe 1 de l'article 18 du Pacte (liberté de religion), et au paragraphe 2 de l'article 19 (liberté d'expression).

60. Le Gouvernement n'a donné aucun détail sur les liens que M. Jalilov entretiendrait avec une organisation extrémiste ni sur ses appels à la violence présumés. En tant que telles, les poursuites engagées à son encontre ne relèvent pas des restrictions prévues au paragraphe 3 de l'article 18 et au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. Sa détention continue est donc arbitraire et relève de la catégorie II.

¹ *Sohn c. République de Corée*, communication n° 518/1992, adoptée le 19 juillet 1995, par. 10.4.

61. Bien que, dans sa réponse, le Gouvernement affirme que l'avocat de M. Jalilov «a été autorisé à intervenir dans l'affaire dès l'arrestation de M. Jalilov» et que les avocats ont eu la «possibilité de communiquer sans restriction» avec M. Jalilov pendant l'enquête préliminaire, il ne nie pas que M. Jalilov n'a été autorisé à rencontrer son avocat pour la première fois que deux mois après son arrestation.

62. La source rappelle que, selon le Comité des droits de l'homme, «[l]e droit de l'accusé de communiquer avec son conseil exige que l'accusé ait accès à un conseil dans le plus court délai»². Dans l'affaire *Musaev c. République d'Ouzbékistan*³, le Groupe de travail a établi que le fait de «priver [un détenu] de la possibilité de communiquer avec un avocat pendant plus de dix jours à compter du moment de son arrestation», constituait une violation relevant de la catégorie III.

63. Dans la présente affaire, le Gouvernement a dénié à M. Jalilov l'accès à un conseil pendant plus de deux mois, ce qui excède largement la période requise pour respecter «le plus court délai».

64. Selon la source, bien que le Gouvernement affirme que l'affaire Jalilov a été jugée avec la participation de ses avocats, il ne conteste pas que le tribunal a omis à plusieurs reprises d'informer les avocats de M. Jalilov des dates des audiences. Il ne conteste pas non plus qu'au moins une des audiences, le 24 novembre 2009, s'est tenue en l'absence de l'avocat de M. Jalilov.

65. En déniant à M. Jalilov l'accès à un avocat pendant les deux mois qui ont suivi son arrestation et, par la suite, en faisant indûment obstacle à sa représentation effective à différents stades du procès, le Gouvernement n'a pas respecté le droit de M. Jalilov à l'assistance d'un défenseur garanti par les paragraphes 3 b) et 3 d) de l'article 14 du Pacte.

66. La source fait observer que le Gouvernement ne conteste pas spécifiquement le fait que les trois audiences (le 24 novembre 2009, le 18 janvier 2010 et le 8 août 2010) se sont tenues à huis clos, en violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

67. Dans sa réponse, le Gouvernement ne nie pas avoir violé le droit de M. Jalilov de procéder au contre-interrogatoire des témoins à charge durant les procédures dont il a fait l'objet. Pendant le procès, le ministère public a principalement fondé ses accusations sur des déclarations écrites de témoins auxquels M. Jalilov n'a pas été confronté malgré ses demandes répétées adressées au tribunal.

68. La source affirme également une fois de plus que M. Jalilov aurait été victime de mauvais traitements graves infligés par les autorités, en violation de l'article 7 du Pacte. Selon la source, en infligeant à M. Jalilov des mauvais traitements en vue d'obtenir des aveux, puis en refusant d'enquêter sur ces mauvais traitements, le Gouvernement n'a pas respecté les protections garanties par l'article 7 du Pacte.

Délibération

Catégories II et V

69. Dans son rapport annuel de 2004, le Groupe de travail s'est dit inquiet que, dans certains cas, la détention pour terrorisme soit utilisée à l'égard de dissidents religieux et

² Observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-deuxième session, Supplément n° 40*, vol. I (A/62/40 (Vol. I)), annexe VI, par. 34.

³ Voir l'avis n° 14/2008 (Ouzbékistan), par. 40.

d'autres personnes qui exercent leurs droits à la liberté d'opinion, d'expression, de conscience et de religion⁴.

70. Dans les deux affaires dans lesquelles M. Jalilov a été inculpé, celui-ci a été reconnu coupable d'appartenir à un groupe extrémiste religieux ayant pour objectif de promouvoir des idées extrémistes, qui appelait à renverser le Gouvernement et recrutait de nouveaux membres.

71. Pour étayer ses condamnations, le Gouvernement affirme que M. Jalilov a été reconnu coupable sur la base de témoignages écrits présentés au tribunal par le ministère public (il n'y a pas eu de confrontation avec les témoins à charge pendant le procès).

72. Cependant, comme le Gouvernement l'a reconnu, il est écrit dans ces témoignages que M. Jalilov a simplement «exprimé son mécontentement à l'égard des politiques du Gouvernement et a diffusé des idées en faveur d'un changement de Gouvernement».

73. Le Gouvernement n'a fourni au Groupe de travail aucune information spécifique pour étayer ses affirmations sur les liens que M. Jalilov entretiendrait avec une organisation extrémiste et sur ses appels à la violence présumés, qui justifieraient une restriction de ses droits garantis par le paragraphe 3 de l'article 18 et le paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

74. Le Groupe de travail considère que dans la présente affaire, M. Jalilov a été privé de sa liberté au motif qu'il est un musulman pratiquant et qu'il a critiqué la manière dont le Gouvernement traite les musulmans indépendants.

75. M. Jalilov a été privé de liberté pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté de religion et d'expression garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le paragraphe 1 de l'article 18 et le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La privation de liberté de M. Jalilov relève donc de la catégorie II des critères de détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

76. Le Groupe de travail considère également que, dans le cas d'espèce, M. Jalilov a été privé de liberté au motif qu'il est un musulman pratiquant, pour des raisons de discrimination fondée sur la religion, en violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et des articles 18 et 26 du Pacte. La privation de liberté de M. Jalilov relève donc de la catégorie V des critères de détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Catégorie III

77. Le Gouvernement ne nie pas avoir violé le droit de M. Jalilov d'interroger les témoins à charge garanti par le paragraphe 3 e) de l'article 14 du Pacte. Au procès, le ministère public s'est fondé sur des déclarations écrites de témoins auxquels M. Jalilov n'a pas été confronté malgré ses demandes répétées adressées au tribunal.

78. Bien que le Gouvernement affirme que l'avocat de M. Jalilov «a été autorisé à intervenir dans l'affaire dès l'arrestation de M. Jalilov» et que les avocats ont eu la «possibilité de communiquer sans restriction» avec M. Jalilov pendant l'enquête préliminaire, il ne conteste pas qu'en violation du paragraphe 3 b) de l'article 14 du Pacte, M. Jalilov n'a été autorisé à rencontrer son avocat pour la première fois que deux mois après son arrestation.

⁴ Voir «Nouvelles pratiques liées à la privation de liberté en tant que mesure antiterroriste» dans le Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire (E/CN.4/2005/6), par. 63.

79. Le Comité des droits de l'homme considère que le droit de l'accusé de communiquer avec son conseil exige que l'accusé ait accès à un conseil dans le plus court délai⁵. Le Groupe de travail rappelle que dans l'affaire *Musaev c. République d'Ouzbékistan* (voir le paragraphe 62 ci-dessus), le Groupe de travail a établi que le fait de priver une personne de la possibilité de communiquer avec un avocat pendant plus de dix jours à compter du moment de son arrestation constituait une violation de son droit garanti par l'article 14 du Pacte.

80. Le Groupe de travail considère que, dans la présente affaire, l'inobservation des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, à savoir l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les paragraphes 3 b) et 3 e) de l'article 14 du Pacte, est d'une gravité telle qu'elle rend arbitraire la privation de liberté de M. Jalilov. La privation de liberté de M. Jalilov relève donc de la catégorie III des critères de détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

81. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail sur la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Jalilov était arbitraire en ce qu'elle était contraire aux articles 2, 7, 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article 14, au paragraphe 1 de l'article 18, au paragraphe 2 de l'article 19 et à l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève donc des catégories II, III et V des critères de détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

82. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Jalilov de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

83. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer M. Jalilov et à rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

84. Conformément au paragraphe a) de l'article 33 de ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail estime qu'il est approprié de renvoyer les allégations de torture au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

[Adopté le 30 avril 2013]

⁵ Observation générale n° 32 (voir la note 2 ci-dessus), par. 34.